

Mais ce n'est pas la Constitution !

Bien sûr que si ! Tout ce qui comptait dans la Constitution européenne a été repris et camouflé dans un nouveau traité incompréhensible pour qu'on ne s'en rende pas compte. Regardez d'ailleurs ce qu'en disent ceux qui sont pour (*remettre une feuille A 4 de citations*).

Vous dites n'importe quoi, un tas de choses ont quand même été enlevées !

Presque pas. En fait on a seulement gommé des symboles (drapeau, hymne, journée de l'Europe) qui existent de toute façon. Relisez donc ce qu'en ont dit les dirigeants européens eux-mêmes si vous ne me croyez pas (*montrer les citations*). Quant à la mention de « la concurrence libre et non faussée », elle a en effet été retirée des objectifs de l'UE, mais demeure présente partout dans le texte des traités. Donc, N. Sarkozy exagère quand il dit qu'il a obtenu une grande victoire là-dessus.

Peut-être, mais de toutes façons le non était contre Chirac / la partie III / la directive Bolkestein / la Turquie, ... ou Peut-être mais les Français étaient d'accord avec la partie I.

Ça, c'est ce que nous disent les tricheurs du oui. Mais qu'en savent-ils exactement ? Comment les avocats du oui pourraient-ils savoir ce qui a motivé les électeurs du non ? Ils se basent en fait sur des sondages. Mais les sondages se trompent à peu près tout le temps, comme durant la campagne référendaire où on nous annonçait le triomphe du oui. En réalité, personne n'en sait rien et seul un nouveau référendum, justement, permettrait de clarifier les choses. C'est ce que nous demandons avec cette pétition.

Ça c'est vous qui le dites, les sondages disent quand même que les Français sont pour ce traité...

Si les sondages disaient vrai, on supprimerait les élections ? ! Peut-être que les sondages le disent, mais encore une fois ils se trompent tout le temps. En plus, ce qu'ils révèlent surtout c'est que les Français ne sont pas au courant de la vérité car on fait tout pour la cacher. Avec un débat national, ils auraient l'occasion d'y réfléchir vraiment.

Peut-être, mais moi j'ai voté oui, alors un nouveau référendum, ça ne m'intéresse pas.

Désolé mais vous avez tort : ce n'est pas seulement le non que l'on piétinerait avec le vote parlementaire, cette espèce de coup d'Etat. C'est d'abord la démocratie française elle-même, la volonté du peuple, dont nous faisons tous partie. Aujourd'hui, on veut bafouer la démocratie dans un sens qui vous plaît, mais que direz-vous demain si c'est l'inverse ? Et puis, que vaudrait une construction européenne bâtie contre la démocratie et contre les peuples ? Elle se discréditerait définitivement.

Vous dites que c'est un coup d'Etat, mais vous y allez un peu fort !

Pourtant, c'en est un : on dit oui à la place du peuple qui a dit non sur un traité qui détricoterait énormément notre démocratie. Le traité ferait de la République une coquille vide, car l'extension de la majorité qualifiée à une cinquantaine de domaines (ou procédures de décision) ferait que les électeurs français n'aurait plus aucune possibilité de changer une politique décidée à la majorité des Etats de l'UE, même si le gouvernement français s'y est opposé. Ce sera le cas, par exemple, avec l'immigration, les accords à l'OMC, etc. De plus, le droit européen dominera notre droit national, même constitutionnel. Ce serait donc un véritable changement de régime politique sans l'accord du peuple, voire contre sa volonté : moi, je ne connais pas d'autre expression que « coup d'Etat ».

Sarkozy a toujours dit qu'il ne ferait pas d'autre référendum ? !

C'est vrai, mais il n'a pas dit ça comme ça : il a dit que la « Constitution est morte », faisant croire que son soi-disant « mini-traité » n'aurait pas grand'chose à voir avec le TCE et qu'il réconcilierait le oui et le non. Et il l'a dit durant le duel avec Ségolène. Mais en fait c'est la même chose ! Il a donc menti aux Français avec ça. Son traité simplifié n'est qu'une Constitution-bis.

D'accord, c'est une nouvelle Constitution, mais beaucoup de pays ont voté pour.

Il n'y a que deux pays qui ont voté par référendum : l'Espagne et le Luxembourg. Tous les autres sont passés par leur Parlement parce que leur peuple voulait voter non. En disant non, les Français ont été leur porte-parole. Et puis ce n'est pas parce que eux sont d'accord que nous devons l'être automatiquement : la France n'a pas à se renier pour faire plaisir aux autres. L'amitié, ce n'est pas le suivisme, c'est la franchise.

C'est un succès pour la France et N. Sarkozy !

Non, c'est d'abord un succès pour Angela Merkel et l'Allemagne. C'est ensuite un succès pour les pays qui étaient d'accord avec ça et qui ont ratifié la Constitution européenne (la plupart sans vote de leur peuple).

Mais c'est trop compliqué pour les électeurs de base... Les parlementaires, eux, savent !

Ils ne savent pas grand'chose, ils ne lisent presque jamais ce qu'ils votent lorsque c'est européen. Regardez, ils ont dit oui à 93% à la Constitution européenne en mars 2005, lors d'un vote du Congrès, mais 2 mois plus tard les Français ont dit non à 55% ! En fait, les parlementaires s'occupent plus de leur carrière personnelle et de leur camp que de l'intérêt de la France. Voyez les contorsions du PS pour justifier qu'il va laisser faire alors qu'il a promis pendant la présidentielle de se battre pour un référendum !

« En termes de contenu, les propositions demeurent largement inchangées, elles sont justes présentées d'une façon différente. La raison de ceci est que le nouveau texte ne devait pas ressembler trop au traité constitutionnel. Les gouvernements européens se sont ainsi mis d'accord sur des changements cosmétiques à la Constitution pour qu'elle soit plus facile à avaler ».

Valéry Giscard d'Estaing (audition au Parlement européen, 17 juillet 2007).

« La substance de la Constitution est maintenue. C'est un fait »

Angela Merkel, Chancelière d'Allemagne (The Daily Telegraph, 29 juin 2007)

"Seuls des changements cosmétiques ont été opérés et le document de base reste le même »

Vaclav Klaus, Président de la République Tchèque (The Guardian, 13 juin 2007)

"Bien entendu, il y aura des transferts de souveraineté. Mais serais-je intelligent d'attirer l'attention du public sur ce fait ?"

Jean Claude Juncker, Premier Ministre du GD de Luxembourg (mardi 11 Septembre 2007)